

## Entre police et manifestants, l'escalade de la tension

PAR KARL LASKE, KALIDOU SY, MATHILDE GOANEC ET MATTHIEU SUC  
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 31 MARS 2016

Dans toute la France, la journée de mobilisation a laissé entrevoir une crispation de plus en plus grande entre manifestants et forces de l'ordre, ne concernant pas seulement les "inorganisés" et "autonomes", mais aussi les simples manifestants, jeunes ou moins jeunes.

« *C'est la journée du câlin...!* » La proposition émane de deux cégétistes en blouses blanches, à destination d'un groupe de gendarmes mobiles, avant le départ du défilé contre la loi sur le travail, place d'Italie. « *Non, non, merci, ça va...* » répondent-ils, souriants. « *Un bisou ? Visière fermée !* » « *Non, non...* » Rires... Les gendarmes et CRS ont été omniprésents, tout au long des manifestations parisiennes, ce jeudi. Et contrairement à cette saynète introductive, ils ont rarement été souriants.

Peu après midi, ils ont bloqué l'intersection du boulevard Diderot et de la rue Crozatier, afin de canaliser le cortège anarchique de jeunes, un millier d'étudiants et lycéens, partis de la place de la Nation pour rejoindre le point de départ de la manifestation, place d'Italie. Quittant le cortège, des jeunes, visages masqués par des foulards, s'en prennent à des abribus, et provoquent d'autres dégâts sporadiques, notamment aux agences bancaires, par des coups de marteau sur les vitrines. Avant que la situation dégénère au niveau de la gare de Lyon, près du café « L'Européen » : pris au piège par des policiers en civil qui les chargent à coups de matraque, certains jeunes sont pris de panique et sautent par-dessus l'escalier de la gare de Lyon.

Montage réalisé par l'Obs des vidéos postées par notre journaliste Kalidou Sy et posté sur Périscope

Dans une atmosphère polluée par les lacrymogènes, plusieurs manifestants sont interpellés autour de la gare. Le cortège se reforme et repart au pas de course. Sur les pancartes des manifestants, on peut lire « *la violence policière détruit... le lycée Bergson construit* ». Une référence aux violences policières qui

ont eu lieu près du lycée Bergson situé dans le XIX<sup>e</sup> arrondissement de Paris (un policier avait assené un coup de poing à un lycéen en marge des manifestations du 17 mars dernier), qui a entraîné vendredi dernier deux attaques de commissariat, dans le XIX<sup>e</sup> et dans le X<sup>e</sup> arrondissement (**lire notre article**).

Pour finir, le cortège lycéen progresse face à une double ligne de CRS marchant à reculons, soutenus par deux groupes de gendarmes chargés de boucliers progressant sur les trottoirs, sous une pluie d'insultes. « *Tout - le - monde ! dé - teste la po- lice !* » scande régulièrement le cortège. Après s'être dilués place d'Italie, les jeunes, étudiants et "inorganisés" prennent place devant le cortège syndical, direction place de la Nation, à nouveau, et sous une pluie battante, toujours. Dans la foule, une banderole apparaît « *Métro, boulot, comico, bloquons tout !* », puis elle est remise. Certains se sont emparés de drapeaux de FO ou du PCF et font face à une nouvelle ligne de policiers marchant à reculons, aux cris de « *Cassez-vous ! Cassez-vous !* ».

Durant tout le cortège parisien, manifestants et gendarmes mobiles se sont affrontés. © K.L.

Devant la place d'Italie, avant la manifestation. © D.I.

Les syndicats ont mis leur service d'ordre en tête, deux à trois cents militants, pour faire rempart au cas où la police déciderait de charger le cortège. Les jeunes étant quasiment au contact des CRS, les incidents reprennent régulièrement. Des grenades lacrymogènes font refluer des vagues de manifestants, grimaçants, les visages et les yeux rougis. Rapidement, le cortège se scinde en deux, les policiers au milieu.

[[lire\_aussi]]

À la tête de la manifestation, encerclée par les gendarmes mobiles, se mélangent des jeunes aux visages masqués et des manifestants lambda, syndiqués ou pas. « *J'étais avec mes potes, je les ai perdus de vue et je me retrouve là, sans pouvoir sortir* », explique une étudiante à un manifestant bien mis, béret noir sur la tête et imperméable beige. Tout le monde avance à un train de sénateur, malgré la pluie qui tombe drue, au rythme des gendarmes qui progressent à reculons. Régulièrement, des coups de

semonce ou des gaz lacrymogènes provoquent de brefs mouvements de foule, et ralentissent encore l'avancée.

Un manifestant excité prend à partie verbalement la gendarmerie casquée, et une partie de ses voisins s'insurgent. « *Ils obéissent aux ordres, laissez-les tranquilles* », s'exclame une femme. « *Vous les provoquez, ils n'attendent que ça* », dit un autre. Mais au fur et à mesure, l'énervement gagne les manifestants coincés dans ce cortège. Difficile d'en sortir, alors même que les altercations et les jets de projectiles se multiplient à mesure que la place de la Nation approche. « *J'ai été gazée et je me suis retrouvée la tête sur le bouclier d'un flic, pourquoi il nous bloque comme ça ?* » s'énerve Claudine. Secrétaire du syndicat CGT d'un hôpital strasbourgeois, elle ne comprend pas la stratégie policière à l'œuvre. « *Ils attendent qu'on les provoque ou quoi ? Franchement, j'étais là le 9 mars dernier, et ça n'a rien à voir, c'est nettement moins bon enfant.* »

Devant la place d'Italie, avant la manifestation. © D.I.

Pour cette tête de cortège, plus aucun slogan ne résonne avec la loi sur le travail, et les « *tout le monde déteste la police* » repartent de plus belle et sont abondamment repris en chœur. Un homme aux cheveux grisonnants jette son parapluie sur les forces de l'ordre. Les inorganisés sont alors plus d'un millier, boulevard Diderot, à repousser les CRS vers la place. Quelques détonations se font entendre. La police lance des grenades de désencerclement, blessant légèrement plusieurs personnes aux pieds et aux jambes. Une fois les bataillons policiers dispersés sur les boulevards adjacents, le calme est finalement revenu. Et vers 16 heures, le reste du défilé a fait son entrée sur la place.

Selon la préfecture de police, jointe par Mediapart, une vingtaine de personnes ont été interpellées pour « *jets de projectile et dégradations* », principalement

dans la petite couronne francilienne, une trentaine dans toute la France, et une vingtaine de policiers blessés a été décomptée. La façade du commissariat du XIII<sup>e</sup> a été dégradée, tout comme des vitrines d'agences bancaires ainsi qu'une autolib. Interrogée sur d'éventuelles violences policières, la préfecture de police de Paris répond que, à ses yeux, « *il n'y a pas eu de heurts significatifs* ».

Pour le président de l'Unef, en revanche, le problème policier se pose. « *C'est important d'assumer une responsabilité collective, les organisations syndicales essaient de le faire en mettant de côté ces groupes de casseurs*, a expliqué William Martinet sur Europe 1. *Mais la responsabilité collective doit aussi être du côté des forces de l'ordre. Malheureusement, aujourd'hui, il y a eu plusieurs incidents qui étaient de la responsabilité des forces de l'ordre.* » Et d'évoquer la situation à Rennes, où « *des cortèges d'étudiants qui manifestaient pacifiquement ont été chargés. Quand les forces de l'ordre participent à l'augmentation des tensions, c'est un problème. Le gouvernement doit s'assurer que les jeunes et les salariés de ce pays peuvent manifester dans de bonnes conditions* ».

Dans le reste du pays, plusieurs affrontements entre manifestants et forces de l'ordre ont aussi eu lieu à Nantes, Rouen ou Lyon. Plusieurs vidéos prises par des manifestants témoignent de comportements sévères à l'encontre de manifestants. Comme ci-dessous à Toulouse.

Interpellation à Toulouse © @XavierLalu

Gazage à Toulouse © @LeoCaravagna

À l'inverse, la préfecture de police de Paris a tenu à nous faire parvenir une vidéo filmée sur le pont de la gare d'Austerlitz, par des forces de l'ordre. Signe que si l'escalade se poursuit, elle sera aussi une bataille de réseaux sociaux...

Heurts entre police et "inorganisés" sur le pont d'Austerlitz, à Paris.

**Directeur de la publication** : Edwy Plenel

**Directeur éditorial** : François Bonnet

**Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).**

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 28 501,20€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Gérard Cicurel, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Marie-Hélène Smiéjan, Thierry Wilhelm. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

**Courriel** : contact@mediapart.fr

**Téléphone** : + 33 (0) 1 44 68 99 08

**Télécopie** : + 33 (0) 1 44 68 01 90

**Propriétaire, éditeur, imprimeur** : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 28 501,20€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.